

MINUSMAHEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 132 • mars 2019



L'ONU REND HOMMAGE À TOUTES LES FEMMES

AIDER LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ
MALIENNES À FAIRE FACE AUX DANGERS DES **ENGINS**
EXPLOSIFS

POLICE DES NATIONS UNIES : ENTRETIEN AUTOUR DE LA
POLICE DE PROXIMITÉ AVEC LES HABITANTS DE **NIAMAKORO**
(BAMAKO)

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
DROITS DE L'HOMME • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR
DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

132

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 LES FEMMES À L'HONNEUR AU MALI : LA MINUSMA CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

6 MIEUX EXPLIQUER LE SENS DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

8 AIDER LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES À FAIRE FACE AUX DANGERS DES ENGINS EXPLOSIFS

9 LES JEUNES MALIENS ACTEURS MAJEURS DE LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ET DU PROCESSUS DE DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET REINSERTION

11 L'ONU SALUE L'ENGAGEMENT DE 400 CASQUES BLEUS CHINOIS DE LA MINUSMA AU SERVICE DE LA PAIX AU MALI

12 POLICE DES NATIONS UNIES : ENTRETIEN AUTOUR DE LA POLICE DE PROXIMITÉ AVEC LES HABITANTS DE NIAMAKORO (BAMAKO)

14 LES HABITANTS DE SONI ALI BER (RÉGION DE GAO) REÇOIVENT LA MINUSMA ET SONT ÉDIFIÉS SUR SON MANDAT

15 BRÈVES

17 COMMUNIQUÉS



6



8



11



12



14



Adoptez l'éco-attitude

N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

LES FEMMES À L'HONNEUR AU MALI : LA MINUSMA CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES



Le 8 mars 2019, la MINUSMA a célébré la Journée internationale des Femmes (JIF), à son quartier général de Bamako, en présence de plus de 200 personnalités invitées, tant du système des Nations Unies que des organisations féminines et de la société civile, et des artistes musiciens. Des célébrations qui se sont également tenues dans les régions du Nord du Mali.

L'HISTOIRE D'UNE CÉLÉBRATION...

C'est au cours de la journée internationale des femmes (JIF) de 1975 que les Nations Unies ont commencé à commémorer cette journée tous les 8 mars. Deux ans plus tard, en décembre 1977, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait une résolution proclamant qu'une journée des Nations Unies pour les droits des femmes et la paix internationale, devrait être célébrée par les États un jour quelconque de l'année, selon leurs traditions historiques et nationales. La JIF trouve son origine dans les mouvements ouvriers du

tournant du XX^{ème} siècle en Amérique du Nord et dans toute l'Europe. Depuis lors, cette Journée a pris une nouvelle dimension mondiale pour les femmes des pays développés comme pour celles des pays moins avancés. Le mouvement international croissant en faveur des femmes, qui a été renforcé par quatre conférences mondiales des Nations Unies sur les femmes, a contribué à faire de cette commémoration un point de ralliement pour mobiliser le soutien en faveur des droits et de la participation des femmes à la vie politique et économique.

PARLER À TOUTES LES FEMMES...

Le thème retenu cette année par les Nations Unies est « L'égalité pour ligne de pensée, des constructions intelligentes et changement par l'innovation ». La MINUSMA a choisi comme thème national « Autonomisation des femmes et des filles à travers l'engagement de tous contre les Violences Basées sur le Genre », et comme thème local à



Bamako « Les femmes au sein de la MINUSMA : leurs contributions aujourd'hui et demain », afin de réfléchir sur les conditions de travail et les performances du personnel féminin au sein de la Mission.

Au cours de la cérémonie de célébration, Nancy Bernadette Makulu, Cheffe par intérim de l'Unité Genre de la MINUSMA, a rappelé l'importance du principe de l'égalité des sexes. Un principe à prendre en compte dans tous les aspects de la consolidation de la paix. Le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali (RSSG) et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, a affirmé que l'épanouissement de tous sera le fruit d'un engagement collectif des hommes et des femmes, vivant en société, pour construire un monde juste. Le RSSG s'est ainsi engagé à œuvrer ces prochaines années dans le sens d'une parité hommes-femmes aux différents postes et grades de la MINUSMA. Des intermèdes musicaux ont ponctué la fin des interventions pour agrémenter cette journée de fête.

La MINUSMA a également conduit des activités de sensibilisation dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Femme avec le réseau

des Femmes « AMBE KOUNGO » dans le quartier Magnanbougu, en commune VI du district de Bamako, pour parler de la résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité qui porte sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette activité a réuni plus de 1 000 participants, des leaders communautaires, religieux et coutumiers, des femmes, des jeunes ainsi qu'une importante délégation de la MINUSMA, composée de la Police des Nations Unies (UNPOL) ainsi que de la Force. L'objectif de cette activité était de rappeler aux femmes leur rôle et place dans la prévention et la résolution des conflits, afin qu'elles prennent conscience de l'importance de leur implication pour une paix durable au Mali. « Je suis très heureuse d'apprendre que les Nations Unies ont adopté une résolution qui parle du rôle des femmes dans la résolution des conflits. Cela prouve qu'on accorde une grande importance à la femme. Nous, femmes de Magnanbougu, nous nous engageons désormais à accompagner la MINUSMA pour que la paix soit une réalité partout au Mali », a dit Moinè Dicko, présidente du réseau « AMBE KOUNGO ».

Un match de foot à équipes mixtes, organisé par des femmes d'UNPOL, de la Force et les femmes de Magnanbougu, a mis fin à l'activité.

EN RÉGIONS AUSSI, LA MINUSMA A CÉLÉBRÉ LES FEMMES...

À Tombouctou, la célébration a été présidée par le Gouverneur de la région, avec la participation de plus de 200 femmes des différentes communautés de la ville. La Directrice régionale de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (DRPFEF), en collaboration avec le Bureau Régional de la MINUSMA à Tombouctou, ont particulièrement souligné la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix ainsi que leur contribution dans la restauration de la paix. Au cours de cette journée, un débat sur le thème national retenu cette année a été animé entre les différents participants.

A Gao, la JIF a été célébrée par le personnel, en compagnie des femmes des Forces Armées Maliennes (FAMA) et de la société civile. Cette journée a mobilisé une centaine de femmes civiles, et des composantes police et militaire de la MINUSMA à Gao durant toute une journée. Elle a d'abord commencé par la présentation des expériences féminines dans les missions de maintien de la paix en général, et de la MINUSMA en particulier. L'exposé a été fait en français et en anglais par la capitaine Ahlem Douzi, chargée de la question du genre au sein de la Force dans le Secteur Est. « Je salue votre courage et votre engagement au quotidien pour relever les défis professionnels. Nous sommes une même équipe et nous serons toujours là pour démontrer votre valeur et le rôle important que vous jouez au sein de la MINUSMA à Gao », a souligné Oumar Ba, Chef du Bureau régional de la MINUSMA sur place. « Pour ramener leur confiance en elle et leur honneur, nous, les hommes, devons créer un environnement favorable. Nous devons valoriser leurs efforts et les traiter avec respect », a déclaré le Colonel Mohamed Eshra, adjoint du Commandant de Secteur de la Force de la MINUSMA à Gao. Dans l'après-midi, les participantes se sont rendues au 7e quartier de la commune urbaine de Gao pour donner des consultations médicales et offrir des médicaments au centre de santé communautaire. Ce fut aussi l'occasion de discuter avec les femmes de Gao de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale. La célébration de la JIF a été clôturée par un dîner offert aux femmes de la MINUSMA. Un défilé en tenue traditionnelle de toutes les régions

du Mali a également eu lieu.

Les femmes de la ville d'Ansongo (région de Gao), étaient plus de 400 à se retrouver dans leur salle multifonctionnelle. Le chef de village de Bazi Haoussa, le maire de la commune rurale d'Ansongo, le préfet du cercle ainsi que les représentants des Sections de la MINUSMA, Affaires civiles et Information publique, étaient présents. La cérémonie a été marquée par plusieurs interventions dont celle du Chef de village de Bazi Haoussa, du maire de la commune rurale d'Ansongo et de la MINUSMA, et de la présidente locale du Collectif des Femmes du Mali (COFEM) Safietou Touré. Celle-ci déclarera : « Je demande à toutes les femmes d'Ansongo de s'impliquer davantage dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, issu du processus d'Alger, et dans la résolution des conflits dans notre cercle ». La résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité a été largement expliquée en langues nationales et en français par Seydou Yacouba, de la Division de l'Information publique de la MINUSMA.

Cette journée a permis aux femmes d'échanger sur différents thèmes dont la violence basée sur le genre, la cohésion sociale et le vivre ensemble, en tant que facteur de développement.

A Kidal, le soleil élevé dans le ciel annonçait midi lorsque tous les employés se sont rassemblés devant le Bureau Régional de la MINUSMA pour faire honneur aux femmes par cette réunion. Le Chef du Bureau de Kidal a planté le premier arbre d'une série de 10, mis en terre conjointement avec des femmes. La mi-journée a été marquée par une conférence animée à tour de rôle par les femmes en uniforme et les femmes civiles. Cette conférence a été clôturée par un exposé sur le thème national de la journée « Autonomisation des femmes et des filles à travers l'engagement de tous contre les Violences Basées sur le Genre », présenté par les femmes de la Police des Nations Unies (UNPOL). Pour clôturer cette célébration, un déjeuner a été offert à la soixantaine de femmes qui ont pris part à ces activités.

Toujours dans le cadre de la JIF, le bureau régional de la MINUSMA organisera un atelier avec la collaboration des associations féminines de Kidal très prochainement.

MIEUX EXPLIQUER LE SENS DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES



Le 1er mars dernier, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MFEF), a organisé un espace de dialogue pour le partage d'expériences aux journées commémoratives de la Journée Internationale de la Femme du 8 mars au Mali, avec l'appui de l'Unité Genre de la MINUSMA.

Le but de ce dialogue est de faire comprendre le fondement et les orientations de la Journée Internationale de la femme, de dégager les forces et les faiblesses de ces journées commémoratives au Mali et, de prendre en compte les grandes préoccupations de la Femme relatives à cette journée.

L'activité avait aussi pour but de lancer le début des activités consacrées à la célébration de ladite Journée Internationale, et de recueillir les

préoccupations des femmes afin de les partager avec les plus hautes autorités lors de la célébration du 8 mars prochain, qui sera présidée par le Chef de l'Etat du Mali.

Le dialogue a regroupé les décideurs, les leaders communautaires, les partenaires et les associations féminines des différentes religions, ainsi que des ONG de la place, œuvrant dans le domaine de la promotion de la femme. Des femmes leaders musulmanes, catholiques et protestantes ont ainsi plaidé pour le respect de la dignité de la femme, disant que « les hommes et les femmes doivent vivre ensemble comme des égaux. »

Docteur Diakite Aissata Traoré, la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de



la Famille, a rappelé que le Mali a fait de la promotion de la femme une question de politique majeure. Ceci, comme le démontre l'adoption de la Politique Nationale Genre en 2010 et la loi 052 en 2015, instituant des mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. La Ministre a également reconnu les engagements pris par les Nations Unies pour promouvoir les droits de la Femme au Mali et a précisé que le but du 8 mars est d'« unifier toutes les femmes du Mali à devenir une seule femme. »

L'Unité Genre de la MINUSMA appuie régulièrement la célébration de la journée internationale de la femme, qui est une occasion pour promouvoir les initiatives des femmes. Cette année le travail d'une pionnière malienne,

Hadja Aïssa Diallo Soumaré, présidente du CADEF (Comité d'Action pour les Droits de l'Enfant et de la Femme) fut mis en exergue. La présidente du CADEF a retracé tous les combats des femmes du Mali aussi bien à Beijing, Maputo qu'aux différentes participation des femmes maliennes à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

MFEF a chaleureusement remercié l'appui technique et financier de l'Unité Genre pour la tenue de la présente activité. La célébration du 8 mars vise à rappeler les victoires obtenues pour la promotion des droits des femmes mais aussi, pour nous inviter à réfléchir sur la condition de la femme dans le monde entier.

AIDER LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ MALIENNES À FAIRE FACE AUX DANGERS DES ENGINES EXPLOSIFS



Du 4 au 8 mars 2019, la Police des Nations Unies (UNPOL) à Gao a organisé une formation auprès des Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) sur les mines et les engins explosifs improvisés au camp de la MINUSMA.

Une vingtaine d'agents des FDSM ont pris part à cette formation. Ils font partie de la gendarmerie, de la garde nationale, de la police, de la brigade des stupéfiants et de la protection civile. La formation a été dispensée par le Commandant de Police Nizar Mastouri de l'unité de formation UNPOL à Bamako. « Cette formation vise à mieux sensibiliser nos partenaires des FDSM sur les dangers et les précautions, vis-à-vis de ces engins explosifs. Nous expliquons aux participants les composantes de ces mines et engins explosifs et comment ils sont souvent déclenchés », a-t-il expliqué.

Durant ces cinq jours de formation, les participants ont été sensibilisés sur les menaces en termes d'engins explosifs au Mali, les restes d'explosifs de guerre, l'assistance aux victimes. Une session qui a été très appréciée par l'adjudant de Police Ntji

Diarra : « Cette formation est très importante pour nous qui sommes sur le terrain au quotidien. Avec la situation sécuritaire actuelle, nous apprenons à mieux identifier et mettre hors d'état de nuire ces engins explosifs ou restes de guerre qui exposent souvent la vie de nos populations ».

Le Caporal Moussa D. Touré de la garde nationale à Gao, en découvrant les composants des engins explosifs improvisés et les systèmes de déclenchement, réalise toute l'importance du thème de la formation : « C'est l'occasion pour nous de mieux étudier les mines et engins explosifs. Ces choses nuisent beaucoup aux forces nationales et internationales, aux populations, et même aux animaux. Nous remercions la MINUSMA de nous outiller chaque semaine pour faire face aux multiples dangers que nous rencontrons sur le terrain ».

Cette formation est financée par une contribution des Pays-Bas au Fonds fiduciaire pour la paix et la stabilisation au Mali. Il s'inscrit dans le cadre du renforcement de la chaîne pénale dans la région de Gao.

LES JEUNES MALIENS ACTEURS MAJEURS DE LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ET DU PROCESSUS DE DÉSARMEMENT, DÉMOBILISATION ET RÉINSERTION



Les 28 février, 1 et 2 Mars derniers, la Section Désarmement, Démobilisation et Réinsertion et de la Réforme du Secteur de la Sécurité de la MINUSMA (RSS-DDR), a organisé à Bamako, un atelier d'information et de sensibilisation des jeunes leaders de la société civile sur la RSS et le processus de DDR. Trois jours qui ont permis de partager des informations utiles avec 120 jeunes du Mouvement national de la société civile «Maliden» (MNM), venus des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Bamako.

Avaient également pris part à cet atelier, le Président du Comité Exécutif du Conseil National de la Jeunesse, Souleymane Sidibé, Sina DEMBELE Directeur National de la Jeunesse, le chercheur en RSS-DDR Hafizou Touré, et pour représenter la Section RSS-DDR de la MINUSMA, Saïfou Coulibaly et Éric Blaise. Ce dernier a, dans son mot de bienvenue, rappelé que : « la MINUSMA est convaincue du rôle que peuvent jouer les jeunes leaders dans la sensibilisation et l'appropriation du processus RSS-DDR, afin que les informations atteignent tous les jeunes du Mali ».

En guise d'introduction, un exposé sur l'Accord pour la paix et la réconciliation a été fait par le Dr Lala Mint Mohamed, Vice-présidente de l'autorités intérimaires du cercle d'Almoustarat dans la région de Gao. La Section de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MINUSMA a pour sa part présenté les différentes composantes civiles et en uniforme de la Mission, ainsi que leurs rôles dans le cadre de la Résolution 2423 (2018) du Conseil de sécurité de l'ONU, fixant son mandat. Les nouvelles priorités de l'ONU pour le Centre - notamment le rétablissement de l'autorité de l'État, la protection des civils et la stabilisation - ont attiré l'attention des jeunes participants.

Tout au long de ces trois jours de travaux, les jeunes ont pu débattre sur des questions pertinentes telles que la réforme du secteur de la sécurité, la faible gouvernance de l'arsenal sécuritaire et policier de l'État, la crise sociopolitique et la recrudescence de l'insécurité. Ils ont compris que c'est pour ces raisons que les autorités maliennes ont décidé de réformer la sécurité, en engageant des acteurs étatiques et



non étatique, qui ont décidés de conjuguer leurs efforts, afin d'aboutir à la sécurisation effective des personnes et de leurs biens, sur toute l'étendue du territoire malien.

Débats, questions et réponses ont animés le deuxième jour de travaux. Les jeunes des huit régions ont fait cas des différents défis auxquels ils sont confrontés et leurs besoins prioritaires dans leurs localités respectives. Le chef du comité régional du mouvement «Maliden» à Tombouctou a, de son côté, alerté sur le besoin de désarmer les jeunes de sa région. Selon-lui : « Le trafic d'armes est répandu à Tombouctou, c'est devenu un business ». Il a également appelé le gouvernement à sécuriser l'axe Tombouctou- Sévaré pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes.

Selon les jeunes, les causes de l'insécurité sont à chercher du côté du banditisme et du terrorisme. Pour y faire face, Éric Blaise pointe le rôle central que la société civile et la population locale peuvent jouer dans les processus de RSS mais aussi de DDR. Pour Hafizou Touré, chercheur en la matière, les défis et le potentiel caché des jeunes dans le processus de DDR-RSS n'est pas à négliger : « Ce que les jeunes peuvent faire c'est sensibiliser sur le processus et accompagner les autres jeunes, tout en faisant de la veille citoyenne des actions qui faciliterons le DDR-RSS ». Un point de vue illustré par la Résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci se concentre entièrement sur le rôle des jeunes hommes et femmes dans la mise en œuvre de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent. Cette résolution définit également les jeunes et les organisations dirigées par des jeunes, comme des partenaires importants dans les efforts mondiaux visant à

lutter contre l'extrémisme violent et promouvoir une paix durable.

LE FRUIT DE TROIS JOURS DE RÉFLEXION...

Pendant les travaux de groupe, les jeunes ont insisté sur l'importance de l'inclusion et la citoyenneté au-delà des origines ethniques, linguistiques ou « raciales ». Les experts de la MINUSMA ont expliqué les formes de sécurité y compris la sécurité humaine qui a attiré l'attention des participants.

Le Coordinateur général de la Commission nationale de DDR, Moussa Haidara, a présenté l'état des lieux du Processus dans les 6 régions ciblées. « On a pu enregistrer environ 1425 combattants sans incident majeur malgré les difficultés rencontrées », a-t-il déclaré avant d'ajouter : « Notre préoccupation est que le DDR apporte une contribution à la paix et la stabilité au Mali ».

Après la restitution qui a évalué le niveau de compréhension des participants, les facilitateurs du Mouvement «Maliden» ont pu collecter auprès des 120 jeunes, des propositions d'activités futures, convertibles en projets ou programme d'action. Il s'agit de formations des jeunes en entrepreneuriat ; de création d'activités génératrices de revenus par les femmes en milieu rural ; de réinsertion socio-politique et économique des talibés ; de faciliter l'accès aux services sociaux de bases ; de mettre en place un programme de protection des femmes et filles ; d'actions volontaires ; de valorisation de la richesse interculturelle pour la paix et la non-violence, de la répartition égale des ressources de l'état, d'une réforme institutionnelle et administrative.

L'ONU SALUE L'ENGAGEMENT DE 400 CASQUES BLEUS CHINOIS DE LA MINUSMA AU SERVICE DE LA PAIX AU MALI



Les 400 Casques bleus du contingent chinois de la MINUSMA à Gao, ont reçu ce jeudi 7 mars 2019, la médaille de la reconnaissance des Nations Unies, après 10 mois d'activité dans la cité des Askia. C'était à la faveur d'une cérémonie au camp de la MINUSMA, en présence des autorités civiles et militaires.

En présence du Commandant de la Force de la MINUSMA, de l'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Mali, du Chef du bureau régional de la MINUSMA à Gao, du Gouverneur de la région, du préfet, du maire de la Commune urbaine et de plusieurs autres personnalités, les 400 soldats de la paix du contingent chinois de la MINUSMA, ont été décorés. Les militaires de ce contingent sont répartis en trois compagnies : l'une est médicale, une autre est dite de protection et la dernière est celle du génie. La compagnie médicale, composée de 70 membres, a accueilli durant ces 10 derniers mois environ 3420 patients ambulatoires et 31 patients hospitalisés. Elle a également mené 27 opérations chirurgicales et traité 116 évacuations médicales. Quant à la force de protection composée de 170 personnes, elle a considérablement renforcé la capacité de défense du super camp de la MINUSMA. Les 155 éléments de la compagnie du génie ont effectué 54 tâches en 10 mois, dont la reconstruction des entrées et des mécanismes externes de sécurité du camp. «Votre performance au cours de vos déploiements respectifs, allant des services médicaux à la

protection de la force et aux tâches d'ingénierie, est très précieuse pour moi et cette Force, et contribue à un avenir pacifique pour le Mali. Comme je vous ai tous déjà dit, je me souviens de la grande contribution de la République populaire de Chine au maintien de la paix de l'ONU et à la paix dans le monde. Vous, 400 ici au Mali, êtes à l'avant-garde de la contribution de votre pays à ces vaillants efforts. Dans des conditions météorologiques et environnementales difficiles, vous avez mené à bien les diverses tâches qui vous ont été confiées » a déclaré le Général Dennis Gyllensporre, Commandant de la Force de la MINUSMA.

Pendant la cérémonie de remise de médailles aux soldats Chinois de la paix, l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, son excellence Zhu Liying, a tenu à réitérer l'engagement de ses compatriotes Casques bleus, à œuvrer pour la paix au Mali. Dans ses propos, l'Ambassadeur Zhu Liying, a expliqué ce que «Gao» signifie en chinois: « En langue chinoise, Gao signifie la hauteur. À mon avis, quand on se met en hauteur, on voit plus loin et plus clair. Ce que nous voyons ici à part les perspectives de paix et de sécurité au Mali, c'est surtout le rôle exemplaire de la MINUSMA pour le monde entier. C'est ainsi que je félicite non seulement les militaires Chinois, mais aussi les militaires de tous les pays présents à Gao au sein de la MINUSMA ».

POLICE DES NATIONS UNIES : ENTRETIEN AUTOUR DE LA POLICE DE PROXIMITÉ AVEC LES HABITANTS DE NIAMAKORO (BAMAKO)



Le Samedi 02 Mars 2019 à 09h30, la Police des Nations Unies (UNPOL) a organisé, en collaboration avec le commissariat de 10ème arrondissement, une séance de sensibilisation sur «la police de proximité» pour la population du quartier Niamakoro en commune VI du district de Bamako.

Le Procureur de la République de la Commune VI, l'Adjoint au Directeur Régional de la Police de Bamako, la représentante du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, la représentante du Maire de la commune, des notables et des leaders religieux du quartier étaient présents à cette séance.

Placé sous le thème : «la cohabitation pacifique et le renforcement des liens de confiance avec les forces de sécurité», ce rassemblement a attiré

plus de 1000 personnes au nombre desquelles l'on pouvait compter environ 500 femmes.

Dans leurs interventions, les autorités administratives et judiciaires ont remercié la MINUSMA pour son soutien au peuple malien dans la recherche de la paix. Ils ont également expliqué à l'assistance l'importance de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique pour une vie en communauté. Enfin, ils ont invité la population à apporter son soutien aux forces de sécurité.

Les représentants des associations de jeunes et de femmes, ont tour à tour déploré le manque de confiance entre les forces de sécurité et la population. Selon eux, cela résulte souvent du mauvais comportement de certains agents. Ils ont dénoncé les tracasseries exercées à l'encontre des



usagers de la route au cours des contrôles, mais aussi l'incivisme de la population par rapport au respect de la loi.

Dans son intervention, Madame la Commissaire de Police du 10e arrondissement, a expliqué aux populations le concept de la «police de proximité». Elle les a invité à vivre en paix tout en leur rappelant les exigences de la vie en communauté, lesquelles sont axées sur le respect mutuel et l'obéissance aux lois et règlement de la République. Elle souligne que la Police de Proximité est une nouvelle approche fondée sur l'implication de tous,

dans la gestion et la recherche des solutions au problème de l'insécurité.

Par la suite, UNPOL est intervenu pour expliquer l'approche de la Police de Proximité, tout en mettant l'accent sur la mise en place par la population d'un mécanisme de résolution des problèmes en s'appuyant sur les us et coutumes locales.

Cette sensibilisation a pris fin par un don de vivres et de matériels, au profit des associations des jeunes et des femmes de la localité.

LES HABITANTS DE SONI ALI BER (RÉGION DE GAO) REÇOIVENT LA MINUSMA ET SONT ÉDIFIÉS SUR SON MANDAT



Du 25 au 28 février 2019, une importante délégation du Bureau régional de la MINUSMA à Gao, a sillonné quatre villages de la Commune de Soni Ali Ber : Zindiga, Berrah, Seyna et Battal. Conduite par la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique (PIO), la délégation de la MINUSMA comprenait des observateurs militaires, la Section des Affaires Civiles, la Police des Nations Unies (UNPOL), la Section Conduite et Discipline, et MIKADO FM, la radio des Nations Unies.

Selon Seydou Yacouba de PIO, à la tête de la délégation : « L'objectif de cette mission de terrain est d'expliquer aux populations de la commune de Soni Ali Ber, le mandat de la Mission onusienne au Mali et de recueillir leurs attentes et préoccupations, en vue de mieux orienter les actions de la MINUSMA pour une bonne stabilisation de la région ».

Les populations des villages visités ont réservé un accueil digne de leur réputation au personnel de la MINUSMA. Les participants ont exprimé leur joie de recevoir pour la première fois une telle mission. « Nous saluons votre démarche. Tous les jours, nous vous voyons passer mais nous ne savons pas

ce que vous faites. Mais aujourd'hui nous pouvons dire que nous avons compris votre mission. Nous sommes fiers de cette démarche. Nous comptons sur vous pour transmettre nos préoccupations à votre hiérarchie », a notamment déclaré le chef du village de Berrah.

Le chef de village de Battal a, lui aussi, salué cette démarche de proximité de la MINUSMA avec les populations : « Nous manquons de tout ici. Nous vivons dans la précarité et l'insécurité. Nous savons que la MINUSMA fait beaucoup. Nous lui en sommes très reconnaissants. Mais ils doivent prendre l'habitude d'aller régulièrement à la rencontre des populations pour expliquer leur travail ».

Le maire de la commune de Soni Ali Ber, Abdourazack Yacouba Maiga, au nom de ses concitoyens, a exprimé sa fierté de recevoir cette mission au sein de sa commune.

Une nouvelle semaine de sensibilisation de ce type est prévue prochainement dans d'autres villages de la commune.

ENBREF

5 MARS

Le 4 mars dernier, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, en compagnie d'autres responsables de la Mission onusienne, a rencontré une délégation roumaine conduite par l'Ambassadeur Daniela Grigore Gîțman, Secrétaire d'État aux Affaires mondiales. La Roumanie a indiqué qu'elle souhaitait renforcer ses liens avec le Mali, notamment par la formation. En effet, elle continuerait à offrir des bourses aux étudiants maliens dans divers domaines

(médecine, agriculture, informatique, etc.) et des possibilités de formation aux forces de défense et de sécurité maliennes, tout en s'engageant bilatéralement avec son agence de développement. La Roumanie fournira également du personnel policier et militaire supplémentaire à la MINUSMA. La Roumanie est sur la bonne voie pour déployer, en octobre, des hélicoptères MEDIVAC (dédiés aux évacuations médicales) et de transport à Gao. La MINUSMA a salué la poursuite de cette coopération avec le Mali et a présenté une mise à jour des développements politiques et sécuritaires.



11 MARS

Le 8 mars, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA Mahamat Saleh Annadif a participé aux célébrations de la Journée internationale des droits de femmes 2019. Dans la matinée, il a participé aux célébrations nationales organisées au Palais de la culture où, en présence du Président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, et d'autres dignitaires, il a lu le message du Secrétaire général des Nations Unies concernant les célébrations du 8 mars.



Placée sous le thème international, « Autonomisation de la femme et de la famille à travers l'engagement de tous contre les violences basées sur le Genre VBG », qui a alimenté les débats et les réflexions. Plus tard, il a participé aux célébrations avec le personnel de la MINUSMA, où il a insisté sur la nécessité pour tout le personnel de s'épanouir personnellement et professionnellement.

13 MARS

Joanne Adamson, la Représentante spécial adjointe du Secrétaire général de l'ONU, en charge du pilier politique de la MINUSMA et chef de la Mission par intérim a reçu, ce 12 mars, une délégation de haut niveau de la Police de la République togolaise, conduite par le Commissaire Divisionnaire de Police de Classe Exceptionnelle, Koudouvoh Têko Mawuli.

Cette délégation est venue rendre une visite de courtoisie au leadership de la MINUSMA, en marge de la cérémonie de décoration de 140 policiers togolais, qui aura lieu à Ménaka, le 14 mars prochain.

À noter que le contingent de policiers togolais au sein de la Police des Nations Unies, UNPOL/MINUSMA, compte 301 policiers sur un effectif total 1 920 agents, venants de 26 autres pays.





COMMUNIQUÉS

10 MARS

LA COMMISSION D'ENQUÊTE INTERNATIONALE POUR LE MALI CONCLUT SA DEUXIÈME VISITE DANS LE PAYS

BAMAKO (10 mars 2019) - La Commission d'enquête internationale pour le Mali termine sa deuxième visite au Mali conduite du 25 février 2019 au 10 mars 2019. Au cours de cette visite, la Commission s'est entretenue avec le Premier ministre et d'autres gouvernementales, les représentants des autres parties à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, les représentants de la MINUSMA et du système des Nations Unies, ainsi que différentes missions diplomatiques et organisations de la société civile. Un objectif majeur de cette visite était de se rendre dans les différentes régions du Nord et Centre du pays pour rencontrer les autorités locales, les parties prenantes et la société civile sur place.

S'exprimant à l'issue de la visite, la Présidente de la Commission, Madame Lena Sundh a déclaré : « Cette deuxième visite au Mali a été très utile pour les Commissaires. Les rencontres conduites dans les régions avec les différentes parties prenantes ont été fructueuses et nous ont permis d'approfondir notre compréhension de la crise malienne. A l'issue de cette visite, je suis confiante de la volonté du gouvernement et des autres parties signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, ainsi que de la société civile de collaborer avec notre Commission. La collaboration est essentielle pour atteindre les objectifs de la Commission ».

La Commission d'enquête internationale pour le Mali a été établie le 19 janvier 2018 par le Secrétaire général des Nations Unies (SG) suite à la demande du gouvernement du Mali conformément à l'Article 46 de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Le 23 janvier 2018, le SG a nommé Madame Lena Sundh de la Suède comme Présidente de la Commission et Messieurs Simon Munzu du Cameroun et Vinod Boolell de l'Ile Maurice comme membres.

La Commission a pour mandat de :

- enquêter sur les allégations d'abus et de violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les allégations de violence sexuelle liée au conflit, commis sur tout le territoire du Mali entre le 1er janvier 2012 et le 23 janvier 2018 ;
- établir les faits et les circonstances de la perpétration de ces abus et violations, y compris ceux qui pourraient constituer des crimes internationaux, et d'identifier les auteurs présumés de ces abus et violations ;
- présenter au Secrétaire général un rapport écrit sur ses enquêtes, conclusions et recommandations aux fins de la lutte contre l'impunité, au regard des abus et violations identifiés.

La Commission est soutenue dans l'accomplissement de son mandat par un Secrétariat composé de fonctionnaires des Nations Unies et basé à Bamako. Elle travaille en toute indépendance et impartialité.

La Commission prend toutes les mesures nécessaires pour protéger les personnes qui coopèrent avec elle, ainsi que la confidentialité des informations qu'elle reçoit.

Pour toute information complémentaire :

- Page internet : <http://www.un.org/fr/pages/international-commission-inquiry-mali/index.html>

- Courriel : ceimali@un.org

- Téléphone : +223 44926744 ou +223 94 95 20 03



Nations Unies
MALI

Unis Dans l'Action

ANNONCE

Le système des Nations Unies (MINUSMA, Fonds, Programmes et Agences) organise un séminaire pour informer et sensibiliser les potentiels fournisseurs maliens sur le processus de passation de marchés en son sein, le **Judi 21 mars 2019, à partir de 08h00, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB).**

Opérateurs économiques, entreprises BTP, Bureaux d'études ou sociétés. Vous êtes désireux de participer à ce séminaire ? Manifestez votre intérêt avant la date limite du **19 mars 2019 à 17H00** sur Mali page, sur les comptes Facebook et Twitter de la MINUSMA, ainsi que sur son site internet : **<https://minusma.unmissions.org/achats>**. Vous pouvez également vous enregistrer sur place le jour du séminaire.

Fournisseurs, venez tous le **jeudi 21 mars 2019 dès 8 h au Centre international de conférence de Bamako** pour mieux comprendre le processus de passation de marchés aux Nations Unies.





MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



facebook.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



www.youtube.com/minusma



https://www.instagram.com/un_minusma



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

